

L'ÉCOLE des MINES de PARIS

39-45

ENGAGEMENT et RÉSISTANCE

Fondée en 1783, l'École des mines de Paris est l'une des plus anciennes écoles d'ingénieurs françaises et l'une des seules encore présentes aujourd'hui dans la capitale.

L'Hôtel de Vendôme où elle s'est installée en 1814 est un bâtiment emblématique du 6^e arrondissement, qui porte encore, sur la façade boulevard Saint-Michel, les stigmates des combats de la Libération en août 1944.

Durant la Seconde Guerre mondiale, alors que l'École est occupée par les Allemands comme le Sénat ou encore le lycée Montaigne tout proches, les élèves et ingénieurs des mines se sont largement engagés dans le conflit. Mobilisés en 1939-1940, beaucoup ont rejoint après l'armistice la Résistance et ont participé à la libération du pays.

Cinquante anciens élèves ont donné leur vie dans ces combats, dont 23 déportés ou tués pour faits de résistance. Dix appartenaient au Corps des mines*.

Huit figurent au nombre des Compagnons de la Libération.

La Croix de guerre avec Palme fut décernée à l'École pour la seconde fois après celle de la Première Guerre mondiale, en reconnaissance de son engagement.



Croix de guerre avec palme, décernée à l'École des mines de Paris le 28 novembre 1952.
Ministère des Armées

Cérémonie de remise de la Croix de guerre, 28 novembre 1952.
Le Maréchal Juin accepte la médaille de la part de la République.
L'École des mines est représentée par le capitaine et ingénieur
en chef de la Croix de guerre 1939-1945 et la légion et commandant
de la Résistance avec diplôme, Monsieur MATHIÉ Louis Paul.



« Les Anciens élèves de l'École nationale supérieure des mines ont prouvé leur haute valeur professionnelle et morale ainsi que leur sentiment du devoir pendant la Campagne de France, les combats de la Résistance et ceux de la Libération. »

Discours du Maréchal Juin lors de la cérémonie de remise de la Croix de guerre le 28 novembre 1952

Par cette exposition, MINES ParisTech et le Souvenir français ont choisi de restituer le contexte de cette période et de mettre en valeur à travers une série de portraits, l'action des élèves et ingénieurs des mines qui se sont illustrés au service de la France.

* Le Corps des mines est un grand corps de l'État dont les membres sont formés à l'École depuis sa fondation. Ils exercent de hautes responsabilités liées à leurs compétences techniques dans la fonction publique ou les entreprises.



Mémorial aux Martyrs des guerres de 1870-1871, 1914-1918 et 1939-1945.
Square Vendôme, Paris 6^e arrondissement.
© Photographie M. Joubert, MINES ParisTech

Cérémonie commémorative de la Libération de Paris, 21 août 2016.
Tous les ans, une cérémonie commémore les événements du 25 août 1944 devant l'École des mines.
© Photographie M. Joubert, MINES ParisTech



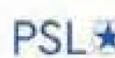
Croix des mines de Paris, Square sur le jardin.
© Photographie M. Joubert, MINES ParisTech

Exposition réalisée par

Amélie Dessens, Conservatrice, bibliothèque MINES ParisTech
Ludovic Bouvier, Archiviste, MINES ParisTech
Edith Rozier-Robin, Présidente du Comité du 6^e du Souvenir français
Raymond Riquier, Vice-président du Comité du 6^e du Souvenir français

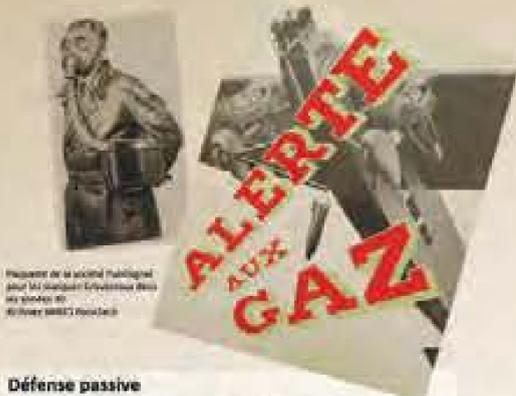
Remerciements :

MINES ParisTech Alumni, Musée de l'Ordre de la Libération, Sénat, Mémorial de la Shoah et Mariette Job, Service Historique de la Défense (Vincennes et Caen), Musée du Général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin, Mémorial National de la Prison de Montluc (Rhône), Association Mémoire Réseau Gallia, ECPAD, Mairie de Charly (Rhône), Lycée Chaptal, Général Louis Baratchart, Marie-Noëlle Lavaquerie, Linda Koiran, Thibaud Vaerman.



L'École des mines sous l'Occupation

Paris déclarée « ville ouverte », c'est-à-dire zone sans combats, est occupée du 14 juin 1940 au 25 août 1944. Durant cette période, l'École est en partie réquisitionnée par la Luftwaffe, armée de l'Air, dont l'état-major est au Sénat. Les services topographiques d'état-major de la photographie aérienne (STABIA) prennent possession, malgré les protestations du directeur de l'École Marin Guillaume, d'une grande partie du « bâtiment des Laboratoires».



Poster de la société publique pour la défense civile de Paris au moment de l'invasion de la France par l'Allemagne nazie.

Défense passive

Durant l'entre-deux-guerres, la menace de conflit de plus en plus présente et les capacités renforcées des bombardiers, obligent à prendre des mesures de Défense passive pour limiter les pertes humaines et réduire les dégâts matériels.

L'architecte de l'École, étudie dès 1934 un avant-projet d'abri contre les attaques aériennes par gaz asphyxiants, qui ne sera cependant pas mis en œuvre. L'École occupe des masques à gaz, aménage une cave-refuge et prend des dispositions notamment pour protéger murs et fenêtres.

Les Allemands réutilisent ces dispositifs pour leurs ouvrages militaires et leur propre défense au moment de l'insurrection de Paris en août 1944.

La Luftwaffe occupe l'École



Plan des locaux du 1er étage, réquisitionnés par les Allemands, réalisé à partir d'un plan de 1931. Archives MINES ParisTech

L'occupation s'étend rapidement à travers l'installation dans les caves, en 1941, d'abris contre les bombardements, d'un poste de secours et, fin 1943-début 1944, de postes radio TSF. Un cloisonnement de la zone occupée est mis en place. Comme au Sénat et au lycée Montaigne voisins, où la Luftwaffe établit d'importants abris souterrains et blockhaus, l'École subit des transformations : logement d'officiers, affectation de laboratoires au développement photographique, poste de guet sur les toits, pylônes antennes dans le jardin, creusement d'un escalier vers les anciennes carrières souterraines protégé par un blockhaus.



Ordre de réquisition de l'École des mines du 15 septembre 1941. Traduction Linda Kellner, Archives MINES ParisTech



Photographie des membres des services de l'École, après évacuation d'Evry, 1942. Archives MINES ParisTech

La réaction des élèves face à l'occupation de l'École fut saluée par Pierre Jolibois, professeur de chimie : « Jamais ils ne se sont livrés à une manifestation qui aurait eu pour l'École des conséquences désastreuses. Et pourtant leurs sentiments ne faisaient aucun doute puisqu'on ne pouvait à l'amphithéâtre prononcer certains mots (comme collaboration) ou même citer le nom d'un savant allemand, sans provoquer des remous ».

Note sur l'occupation de l'École, Archives MINES ParisTech

Le récit d'une témoin

La fille du concierge Meunier, âgée alors de 20 ans, raconte, sa journée du 25 août :

« Les Allemands, chez nous, s'installent partout ; à toutes les fenêtres on peut voir des fusils braqués vers l'extérieur ; (...) les balles sifflent dans la cour ; (...) il est 10h50 (...) le bruit du canon, se mêle à celui des mitrailleuses et des fusils ; les balles s'aplatissent sur le mur (...) Les cloches sonnaient ; elles s'étaient tuées depuis l'arrivée des Allemands. Nous ne savions pas que la 2e DB était arrivée aux portes de Paris et que ses soldats, aidés des F.F.I. libéraient la capitale ! (...) A 19 heures, la lumière brusquement revient. Nous sortons dans le couloir et nous voyons les Allemands qui commencent à lever les bras ! (...) J'attrape maman, papa, je les embrasse, ils m'embrassent... moitié riant, moitié pleurant. »

Lettre du 13 juin 2000 au directeur de l'École Archives MINES ParisTech

L'École libérée par la 2^e DB et les FFI

Le secteur du Sénat, englobant l'École et le lycée Montaigne est l'un des principaux lieux de combats pour la Libération de la capitale (19-25 août 1944). La Luftwaffe, qui l'a occupé durant presque quatre ans, est remplacée par une garnison de soldats, des SS et une compagnie de policiers chargés du maintien de l'ordre (*Schutzpolizei*).

Une centaine d'Allemands sont présents dans l'école, évacuée de son personnel et de ses élèves le 20 août. Seul le concierge, M. Meunier, choisit courageusement de rester avec sa famille pour garder entre autres les riches collections minéralogiques, faire des rondes, et montrer que l'École n'était pas abandonnée.

C'est finalement le 25 août, sous les attaques conjointes de la 2^e DB et des FFI que l'École est libérée. Retranchés, les Allemands ne se rendent que sur ordre du gouverneur militaire du Grand Paris, von Choltitz. Sa façade conserve les traces de ces combats, immortalisés dans le best-seller porté à l'écran *Paris-brûle-t-il ?*



Façade de l'École, après la libération des villes du laboratoire de mécanique au soir du 25 août. Archives MINES ParisTech



Être élève des Mines pendant la guerre

En 1939, dix élèves non encore mobilisés sur 180 admis font leur rentrée. Dix encore l'année suivante. Si la mobilisation des élèves, de professeurs et chefs de travaux vide l'École au début du conflit, les cours sont maintenus malgré tout. Sous l'Occupation, il faut composer avec la situation et les effectifs restent faibles du fait des Chantiers de la jeunesse, du STO, et, pour certains, de l'engagement résistant.

Former des ingénieurs en temps de guerre

La prise de possession d'une partie de l'École oblige à réaménager les cours : les laboratoires, les salles de dessin sont inaccessibles. Une grande partie de l'enseignement pratique, cher à l'École, doit être relocalisée comme les TP de chimie à l'École polytechnique voisine.

Des accords sont aussi passés avec l'École des mines de Saint-Étienne pour accueillir et former les élèves de la zone libre et éviter ainsi les déplacements dangereux.

La guerre a perturbé la formation de nombreux élèves, aussi l'École a-t-elle aménagé autant que possible les examens des élèves mobilisés, prisonniers ou au STO. Dès la Libération, une scolarité accélérée est organisée pour eux : il est essentiel en effet de former rapidement des ingénieurs pour relancer l'industrie minière et prévoir l'après-guerre.

En 1945, comme dans d'autres grandes écoles, des facilités seront aussi accordées aux anciens prisonniers, déportés ou réfugiés pour passer le concours.



Élèves et personnel sont autorisés à rejoindre leur famille pendant les congés. Des carnets très encadrés sont organisés où l'on précise comme ici le point de passage de la ligne de démarcation.



Pendant la guerre, certains matériaux sont rationnés comme le papier ou l'acier nécessaires à l'École pour les laboratoires. Le papier l'est également : les élèves se voient accordés des points papier pour suivre leurs études.

Il faut justifier jusqu'à l'adhésion des vélos par le personnel pour qu'ils ne soient pas réquisitionnés !



La situation militaire oblige à mettre en place un concours commun avec l'École des mines de Saint-Étienne, l'École de la métallurgie et des mines de Nancy et l'École du Génie maritime. Un en zone libre et un en zone occupée sont proposés, tout en conservant un classement propre pour chaque école.



Edmond Friedel et le STO

Edmond Friedel (1885-1972)
Corps des Mines, promotion 1909
Archives MMS Paris 7507

À partir de 1942, l'Allemagne exige le renfort d'ouvriers des pays occupés à travers le Service du Travail Obligatoire (STO). Vichy se plie à cette demande, notamment avec Jean Bichelonne (Corps des mines promotion 1925), secrétaire d'État à la Production industrielle en 1942 puis ministre du Travail et chargé du STO en 1943.

Edmond Friedel, sous-directeur de l'École, cherche une solution pour éviter le départ des élèves pour l'Allemagne. Sous le prétexte de garder les forces vives pour développer la production minière en France, il propose d'assigner chaque élève à un arrondissement minéralogique. Ainsi, même appelés au STO, les élèves restent sur le sol français où les conditions sont moins dures. La coopération de nombreux directeurs des mines a permis d'accueillir tous les élèves concernés et de mettre à l'abri des élèves juifs comme Georges Lipietz, avant qu'il ne soit dénoncé en 1944. Envoyé à Drancy, la Libération le sauve *in extremis*.

Edmond Friedel, déjà distingué de la Croix de guerre lors de la 1ère Guerre mondiale, la reçoit de nouveau après la Seconde pour ses actions dans le Nord Pas-de-Calais. Nommé en 1939, il y reste après la défaite de 1940 pour assurer la protection des mineurs sous sa responsabilité et veiller sur les intérêts industriels de la France. Il est alors arrêté plusieurs mois par les Allemands. Cité quatre fois, il est nommé officier de la Légion d'honneur.

En 1944, il devient directeur de l'École à la suite de Marin Guillaume. Il a exercé ce poste 19 ans.



Scène théâtrale. Niveau de 1^{er} (1944), 31 Fonds photo Georges Carpentier

Moment fort de la vie des élèves, la Fête, spectacle théâtral d'abord suspendu au début de la guerre repris en 1942 : elle a lieu chaque année à la Sainte-Barbe, patronne des mineurs.

La Sainte-Barbe est une belle tradition à l'École sur les élèves prisonniers : le 10 avril le 15 février 44, à l'Offing N D du camp d'Escherhorn en Saxe : ingénieurs du réseau des Mines se réunissent autour de quelques souvenirs partagés et de « glaces » faits avec les moines du local « (Bureau de l'Inventaire des Mines, 1^{er} trimestre 2000)



Revue de 1944 Archives MMS Paris 7507

Solidarité et engagement

La dispersion des élèves entre Paris, Saint-Etienne, le STO et l'Allemagne crée une situation singulière. Pour maintenir le lien, ils publient une revue : *La Mine noire*. Des informations pratiques y circulent : tenue des cours, report des examens, mais aussi des nouvelles plus graves sur la situation des élèves prisonniers ou déportés, l'annonce parfois du décès d'un camarade. Une réelle solidarité se perçoit, à laquelle participe aussi l'Association amicale des élèves de l'École.

L'engagement des élèves s'exprime aussi dès 1943 auprès de la Croix-Rouge : organisés en brigades spéciales, ils se proposent dans l'aide à la défense passive.



S'engager dans les combats

Le 3 septembre 1939, suite à l'invasion de la Pologne, la France déclare la guerre à l'Allemagne. Les élèves de 2^e et 3^e années sont alors mobilisés au sein des classes 1938 et 1939, tout comme les anciens élèves dont l'âge et la condition physique le permettent.

Au 1^{er} trimestre 1940, l'Association amicale des élèves de l'École publie des nouvelles de 228 mobilisés.

La préparation militaire supérieure

Depuis 1905 et encore en 1940, l'École fait partie des établissements dont les élèves aptes physiquement doivent suivre une préparation militaire supérieure (PMS) obligatoire. Ceux qui ont satisfait aux épreuves du brevet d'instruction militaire sont nommés sous-lieutenants parmi les officiers de réserve.

Cette formation ne dispense pas du service militaire de deux ans, dans la même arme d'affectation que celle choisie pour la PMS.

Selon leur ordre de mérite, les élèves, se tournent plus volontiers vers l'Artillerie dont les activités, comme le calcul des trajectoires, se rapprochent de leurs études. À partir de 1927, des bourses sont aussi attribuées pour passer un brevet militaire spécifique pour servir dans l'aviation.



Programme de la PMS au sein de l'école de 1905. Archives MMS ParisTech.

On y apprend notamment le rôle de l'école en matière de concours à l'entrée de l'école sur l'approvisionnement de l'armée, le service de santé, etc.

« Morts pour la France » dans les combats de 1939-1940

Seize élèves et anciens élèves tombent au combat avant la signature de l'armistice de Rethondes le 22 juin 1940.

Deux meurent lors de la « Drôle de guerre » (3 septembre 1939 - 10 mai 1940) : Albert Coiral, tombé en combat aérien au-dessus de Sedan, et aussi Jacques Van Brock, de l'établissement central du Matériel.

La Campagne de France, du 10 mai au 22 juin 1940, voit ensuite s'ouvrir d'intenses affrontements lors de l'invasion allemande après la percée de Sedan : Bernard Bouchet, Maxime Dacosta et André Diximier - ce dernier décoré de la légion d'honneur à titre posthume - sont tués.

Mais c'est la bataille de Dunkerque, du 21 mai au 4 juin, qui est la plus meurtrière pour l'École: Yves Raynaud, Jacques de Ruf de Lavison et Jacques Seiglet tombent. Paul Cusset et André Dietz coulent le 31 mai 1940 avec le torpilleur « Sirocco », l'un des navires de la flotte qui s'efforça de faire franchir la Manche aux soldats des armées acculées.

Cinq élèves et anciens élèves artilleurs sont encore « tués à l'ennemi » : Jean Gauthier le 5 juin dans la Somme, Guy Le Joindre le 12 juin dans la Meuse, Roger Halff, le 14 juin en Côte-d'Or, Charles Segrétain le 15 juin dans la Meuse, Jacques de Lamotte, le 17 juin. François Vinçotte, engagé dans le Génie, trouve la mort le 21 juin 1940 à la veille de l'armistice.

La mobilisation touche aussi le personnel enseignant et administratif. Jean Vignal, professeur de physique, lieutenant puis capitaine d'artillerie, est mobilisé pour établir des canaux de tir d'armée. Edmond Libert, médecin de l'École, déjà blessé en 1916, et Prosper Boché, officier surveillant de l'École, commandant en retraite, sont rappelés sous les drapeaux.

Marin Guillaume, tout juste nommé directeur en février 1940 à 60 ans, demande sa mobilisation. Il l'obtient fin mai et participe aux derniers combats comme lieutenant-colonel.



Marin Guillaume, directeur de l'École de 1933 à 1948. Archives MMS ParisTech.



Paul Cusset, Promotion 1938. « Mort pour la France » le 31 mai 1940.



Yves Raynaud, Promotion 1938. « Mort pour la France » le 27 mai 1940.



François Vinçotte, Promotion 1938. « Mort pour la France » le 21 juin 1940.



Roger Halff, Promotion 1938. « Mort pour la France » le 14 juin 1940.

Les derniers combats

À la Libération et jusque dans les derniers combats, des élèves rejoignent les forces françaises ou les armées alliées. Henry de Bouvier est l'un d'eux.

Au printemps 1944, Henry de Bouvier met entre parenthèses ses études pour s'engager dans le SAS anglais (Special Air Service). Il est effectivement mobilisé en septembre et revêt l'uniforme anglais pour être affecté à un commando opérant derrière les lignes allemandes.

Fait prisonnier et livré à la Gestapo, il est interné à Dachau où il reste jusqu'à la libération du camp. Il fera par la suite le récit de sa déportation et des interrogatoires extrêmement éprouvants :

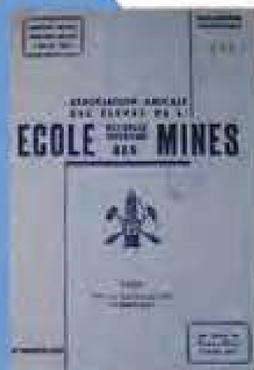
« J'ai essayé de retracer, chose impossible d'ailleurs par de simples mots, l'atmosphère d'angoisse et de désespoir qui régnait parmi nous et contre laquelle la lutte de tous les jours est le souvenir le plus pénible que je garde de cette période ».

Extraits du carnet de notes d'Henry de Bouvier, 3 septembre 1954. Archives de l'association des anciens élèves de l'École



Henry de Bouvier, 1925 - 1992. Promotion 1946. Croix de guerre. Médaille militaire.

Dans son bulletin, l'Association amicale des élèves donne régulièrement des nouvelles des élèves mobilisés ou prisonniers. À travers son fonds de guerre, elle leur apporte aide et soutien : colis, cours, livres envoyés dans les camps, bourses d'étude accordées aux enfants. Elle publie dès 1940 la liste des mobilisés et en 1946, fera également le compte des « Camarades Morts pour la France ». Sur cette couverture du 4^e trimestre 1939, elle met en garde contre l'espionnage de l'ennemi.



Bulletin de l'Association amicale des élèves de l'École de Mines, 4^e trimestre 1939. Archives MMS ParisTech.



Portraits de Résistants

Après l'armistice de 1940, les mouvements de Résistance s'organisent peu à peu en France, coordonnés en 1943 par le Conseil National de la Résistance. Les ingénieurs des mines s'y sont engagés nombreux à travers des réseaux comme Combat, Gallia, Résistance-Fer, ou encore Libération-Nord. Ils ont aussi rejoint les maquis armés et les FFI.

D'autres, plus discrètement, ont participé à la Résistance passive, quand à des postes de direction, souvent en lien étroit avec leurs ouvriers, ils ralentissaient la production destinée à l'ennemi.

Clément BÉCAT
(1920-1944)
Promotion 1942



CLÉMENT BÉCAT
D'APRÈS MICHEL POISSONNET

Élève et résistant

Quand la guerre survient, Clément Bécat prépare le concours des grandes écoles à Versailles.

Engagé volontaire, il est envoyé à l'École d'Artillerie de Poitiers pour faire partie du peloton d'élèves officiers. Il est nommé aspirant en avril 1940. Démobilisé après l'armistice, il reprend alors ses études et peut faire sa rentrée à l'École des mines en octobre 1942.

Requis par le STO, il travaille en 1943 comme ouvrier mineur à Ostricourt puis dans la région stéphanoise. C'est là, fréquentant les cours de l'École des mines de Saint-Étienne, qu'il intègre en février 1944 l'Armée secrète, dans le groupe de l'École des mines. Au sein de son groupe, il est décrit comme le grand spécialiste pour saboter des aiguillages.

Il est arrêté par la Gestapo le 29 juin 1944 comme membre d'un groupe franc. Son courage est souligné dans la citation posthume à l'Ordre du corps d'Armée :

« Capturé par l'ennemi à Saint-Étienne et désarmé, a bondi sur l'un de ses adversaires, s'est emparé de sa mitraillette et a tenté de se dégager. Est tombé sous les balles ennemies, donnant ainsi un magnifique exemple de courage et d'audace ».

Il décède, sans avoir parlé, à la prison de la Gestapo.

Médaille militaire
Médaille de la Résistance
Croix de guerre à titre posthume



Alain Poher à la Libération sur le ponton de l'Église d'Ablon-sur-Seine, le bras levé de son drapeau FFI.
www.annuaire.film.com/movies/Alain_Poher.html

Alain POHER
(1909-1996)

Promotion 1929

Commandant FFI au ministère des Finances

Né à Ablon-sur-Seine, Alain Poher fait ses études aux lycées Louis-le-Grand puis Saint-Louis à Paris. Fils d'ingénieur, il intègre lui-même l'École des Mines en 1929.

Diplômé de l'École libre des sciences politiques et licencié en droit, il s'oriente vers une carrière administrative en entrant au ministère des Finances en 1938, d'abord comme rédacteur puis administrateur civil.

Lieutenant d'Artillerie de réserve, Alain Poher participe aux combats en Belgique, puis à Dunkerque en 1940 où il est blessé mais réussit à gagner l'Angleterre.

Rentré en France et démobilisé, il reprend son poste. Dès 1941 il entre dans la Résistance au sein du réseau Libération-Nord, plus grand réseau de la zone occupée. Le 20 juillet 1944, il est nommé commandant des FFI et président du Comité de Libération du ministère des Finances.

Après la guerre, dès le 1er janvier 1945, Alain Poher est appelé à diriger les services sociaux de ce ministère. Il est aussi maire de sa commune de naissance, Ablon, de 1945 à 1983.

Il sera surtout neuf fois élu Président du Sénat de 1968 à 1992, et à ce titre Président de la République par intérim en 1969 et 1974.

Chevalier de la Légion d'Honneur en 1950
Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

Henri ISRAËL
(1901-1944)

Promotion 1920



Logo de la Résistance
Logo de la Résistance
Logo de la Résistance

Commandant JANIN dans le réseau Gallia

Henri Israël entre aux Mines en 1920 après de très brillantes études au collège Chaptal. Il est diplômé ingénieur civil en 1923. À sa sortie, officier-élève versé dans l'artillerie lourde, il choisit d'intégrer l'armée active et se spécialise dans les canons à longue portée.

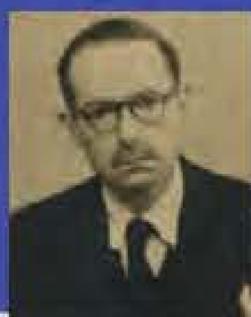
Marié en 1930 avec Hélène Goerens et père de deux enfants, il devient brièvement journaliste en 1938 avant d'être mobilisé en 1939 avec le grade de capitaine.

La famille Israël se replie en 1942 dans la région lyonnaise. Henri y intègre le réseau Combat puis prend une part éminente au sein de Gallia en mars 1943, dont il devient responsable régional sous le pseudonyme de « Commandant Janin ». Sa femme, fait très rare dans la Résistance, entre dans le même réseau, comme secrétaire.

Le 3 août 1944, Henri Israël est arrêté à Lyon dans le local du réseau Gallia par la Gestapo et conduit à son siège, à Bellecour, pour interrogatoire. Le même jour, sa femme est également arrêtée à leur domicile. Elle met à l'abri chez des voisins ses deux fils, sa mère et sa grand-mère. Conduite à Bellecour, elle peut échanger quelques mots avec son mari. Tous les deux sont internés à la prison de Montluc. Durement interrogé, Henri Israël ne parle pas.

Le 17 ou 18 août, avec 22 autres internés extraits pour la plupart de la « baraque aux Juifs » de la prison de Montluc, il est fusillé au camp d'aviation de Bron. Lyon est libéré le 3 septembre 1944, le corps d'Henri Israël est retrouvé le 21 dans le charnier C.

Croix de guerre
Médaille de la Résistance à titre posthume



ANDRÉ WIENER
D'APRÈS MICHEL POISSONNET

André WIENER
(1890-1945)

Promotion 1912

La Résistance au quotidien d'un chef d'entreprise

Entré à l'École des mines en 1912, André Wiener participe à la Première Guerre mondiale durant laquelle il reçoit la Légion d'Honneur et est décrit par ses chefs comme un « lieutenant modèle (...) très modeste (...) d'une bravoure poussée parfois jusqu'à la témérité, volontaire pour toutes missions délicates, pénibles et dangereuses » (citation de septembre 1915).

Au retour de la paix, il devient secrétaire général du Bureau de Liquidation du Matériel de Guerre à Berlin et administre ensuite successivement plusieurs sociétés en Sarre avant de demander à être réintégré dans une unité active d'artillerie en 1939.

Démobilisé, il entre comme secrétaire général à la Société hydro-électrique du Quercy à Toulouse. Sans faire partie d'un réseau, André Wiener exprime un autre type de Résistance, plus individuelle, en dissimulant dans son usine des jeunes ouvriers afin de leur éviter le STO.

Il est arrêté à Toulouse le 7 juin 1944, interné au camp de Saint-Sulpice puis déporté à Buchenwald et dans les mines de sel de Léau où il meurt d'épuisement.

Médaille de la Reconnaissance française pour faits de Résistance à titre posthume



Quatre d'entre eux, sous surveillance des soldats français, travaillent devant la ville de Bréhanon, Lorraine, 1943.
Mouvements Industriels de la guerre 1941-45
© Jean-Louis BERTHIAUX

Élèves et ingénieurs déportés

Le système concentrationnaire mis en place dès 1933 par Hitler s'intensifie durant la Seconde Guerre mondiale en Allemagne et dans les territoires occupés dont la France, où l'Allemagne bénéficie de la collaboration du régime de Vichy. Outil de répression contre les opposants politiques, de nombreux Résistants y furent internés.

On retrouve parmi eux des élèves et ingénieurs des Mines, notamment dans les camps de Buchenwald, Dachau ou encore Dora.

La solution finale programmée dans les camps d'extermination n'a pas non plus épargné les ingénieurs et élèves juifs et leurs familles.

Jacques BOIZARD DE GUISE
(1901-1945)
Promotion 1921

Héros en France et en Tchécoslovaquie

Quand il est mobilisé en 1940 au sein 77^e régiment d'Artillerie, Jacques Boizard de Guise est déjà familier de la vie militaire car lui-même est issu d'une famille d'officiers: son père est lieutenant de chasseurs à pied. Après des études au lycée Carnot, il est reçu à l'École des mines en 1921. À sa sortie, il devient ingénieur de la Compagnie de Pennaroya (Espagne) puis prospecteur géologique attaché à des banques tout en consacrant une grande partie de son temps à des cours auprès des sous-officiers de réserve à l'École de guerre.

En 1939, père de trois enfants, il est tout d'abord chargé de participer à la formation d'officiers à Fontainebleau puis il rejoint son régiment sur le front en 1940.

Ayant intégré le réseau de Résistance créé par Robert Rossi, il joue un rôle essentiel dans la circulation des documents et informations grâce à ses nombreux voyages en Suisse. En lien avec des résistants tchécoslovaques, il leur permet de rester en contact avec leur gouvernement en exil à Londres et de recevoir des financements. Une première fois arrêté durant 23 jours, il l'est à nouveau le 1^{er} mars 1944. Torturé, il refuse de parler.

Il est déporté au camp de Dora, sous le matricule 77038 où il décède en avril 1945.

Dora était l'un des camps les plus durs. Mis en place en 1943, il était destiné à la fabrication des missiles V2.

Légion d'honneur à titre posthume
Croix de guerre
Médaille militaire du mérite de la Tchécoslovaquie



Extrait de la Mém. Boizard de novembre 1941
Archives MSH2 Paris-PN

Daniel Chéque, reçu à l'École en 1942, est déporté en 1943 à Buchenwald pour faits de résistance. Après la libération, il sera autorisé à reprendre ses études dans un cycle accéléré à la rentrée 1945.

Il écrivit dans une lettre à l'attention de ses camarades ses conditions de vie dans le camp sur le ton de l'humour mais qui laisse transparaître les conditions éprouvantes de sa détention.

La lettre est publiée dans la Mine Noire, revue des élèves créée pour conserver le souvenir des élèves internés à Paris, envoyée au STO en France ou encore déportés dans les camps de concentration comme Daniel Chéque.

François GALTIER
(1916-1944)
Promotion 1937



François Galtier
Archives MSH2 Paris-PN

Élève officier à l'École d'artillerie de Poitiers, François Galtier devient à sa sortie aspirant au 53^e Régiment d'Artillerie d'Afrique à Casablanca.

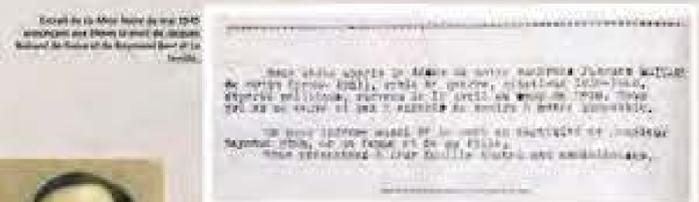
Après la démobilisation, il termine sa 3^e année d'élève ingénieur des mines en 1941, préférant suivre les cours à Paris et non à Saint-Étienne comme il aurait pu le faire pour ne pas avoir à passer la ligne de démarcation.

En 1943, il refuse de rejoindre le STO et se fait affecter à la mine de Cruéjols en Aveyron. Il rejoint la Résistance. Un responsable de l'Armée secrète lui confie alors le secteur de Saint-Geniez d'Olt. Arrêté le 30 décembre 1943 à la suite d'une dénonciation, il est interrogé et torturé par les Allemands qui l'accusent d'avoir volé des explosifs dans la mine et de les avoir stockés en vue de préparer des sabotages.

Conduit à Compiègne puis déporté, il transite par les camps d'Auschwitz, de Buchenwald puis de Flossenbourg en Bavière où il est déporté dans le Kommando extérieur de Hersbruck.

Il écrit à ses parents ces quelques mots qui ne leur parviendront qu'après sa mort :

« Soyons courageux et forts. Espérons en des jours meilleurs. Mille baisers de votre fils. »



Raymond BERR
(1888-1944)
Corps des mines - Promotion 1911

Membre du Corps des mines, Raymond Berr débute comme professeur de géologie à l'École des mines de Saint-Etienne. En 1914, il est blessé au combat avant d'être affecté, du fait de sa spécialité, à la direction des Poudres du ministère de l'Armement. Il y acquiert une connaissance fine de la direction des grandes entreprises.

Un grand patron

Après la Grande Guerre, il œuvre un temps au Commissariat général aux Régions libérées puis entre aux Établissements Kuhlmann, société chimique très importante en France, en forte expansion. Il y gravit la hiérarchie : sous-directeur puis directeur général, il conçoit des programmes ambitieux de développement. En 1939, il accède au rang de vice-président délégué.

Démis de ses fonctions au nom des lois anti-juives le 14 octobre 1940, il est arrêté par la Gestapo le 23 juin 1942 et envoyé au camp d'internement de Drancy au motif qu'il n'a pas cousu mais seulement agrafé l'étoile jaune. Sa société verse une caution mais il est contraint de travailler comme conseiller à son domicile.

Le 8 mars 1944, il est de nouveau arrêté puis déporté à Auschwitz avec son épouse Antoinette et sa fille de 23 ans, Hélène. Antoinette Berr est gazée le 30 avril. Raymond Berr est assassiné par le médecin-chef du camp. Leur fille décède battue à mort, le 10 avril 1945 dans le camp de Bergen-Belsen près de Hanovre cinq jours avant la libération du camp par les troupes britanniques.

Le statut des Juifs à l'École

Les lois raciales sont adoptées par Vichy dès le 8 octobre 1940. Les Juifs sont bientôt exclus de la fonction publique et notamment du Corps des mines.

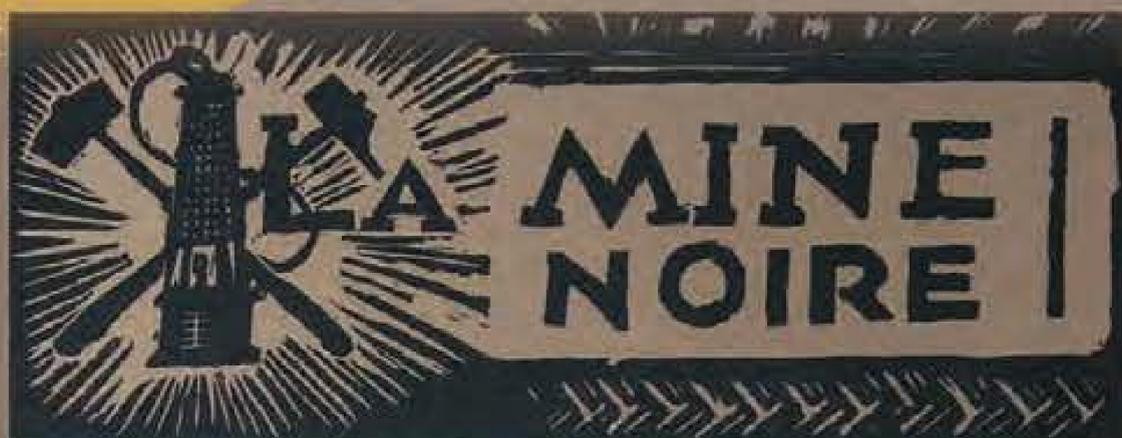
À l'École, le directeur Marin Guillaume demande à faire valoir les titres d'anciens combattants de la Grande guerre pour les professeurs Paul Lévy et Henri Weill afin de les autoriser à conserver leur poste. Ils doivent cependant y renoncer très vite. H. Weill, invité à faire valoir ses droits à la retraite quitte Paris précipitamment pour Lyon puis la Savoie. Il n'est réintégré dans le Corps des mines qu'en 1944.

Les lois raciales touchent aussi les élèves. Autorisés à concourir, les élèves juifs sont admis dans la limite de 3%, soit à peine un élève par promotion.



Paul Lévy
(1888 - 1945)
Corps des mines
Promotion 1911
Ingénieur des Mines
à l'École des Mines

Henri Weill
(1884 - 1971)
Corps des mines
Promotion 1907
Ingénieur des Mines
à l'École des Mines



Héros de la Libération

En 1944, après les débarquements de Normandie, le 6 juin, et de Provence, le 15 août, les Alliés reprennent peu à peu le contrôle du territoire et entament la Libération de la France.

Les forces de la Résistance, FFI et FFL ont admirablement préparé la victoire et participent pleinement aux opérations.

Le 25 août, Paris est libéré.



Travailleur agricole de l'arrière-pays, Arnaud, Louis et Edmond Baratchart, les frères de la 2^e DB.

Edmond BARATCHART

(1921-1944)

2^e DB - 501^e de Chars de Combat

Une glorieuse tradition militaire

Descendant d'une lignée de cavaliers d'origine basque installés depuis le XVIII^e siècle à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), Edmond Baratchart suit, dans la tradition familiale, la classe préparatoire du Prytanée militaire de La Flèche.

Après la mort de son père, Pierre Baratchart, tombé au champ d'honneur le 11 juin 1940 au cours de la Bataille de France, il hérite de la charge morale d'une nombreuse fratrie dont il est l'aîné. Après leur père et comme lui, deux autres de ses frères se mettent également au service de la France : Arnaud, comme résistant dans le maquis des Vosges et Louis, versé dans une unité de chars légers, qui deviendra plus tard général de brigade. Arnaud sera tué en octobre 1944, peu avant Edmond.



Portrait de Jean Bachelet

© Archives Mémorial de la Libération

Jean BACHELET

(1921-1944)

Jeune comptable FFI de l'École

Jean Bachelet est comptable à l'École des Mines. Il habite au 14, rue du Val-de-Grâce dans le 5^e arrondissement.

Engagé volontaire dans l'armée en 1929, il est affecté au 5^e régiment du Génie jusqu'en 1934. C'est dans ce même régiment qu'il est réaffecté en 1939 lorsqu'il est mobilisé, et dans lequel il devient caporal.

Démobilisé, il rejoint la Résistance au sein du Mouvement de Libération Nationale de son arrondissement. Au sein même de l'École des mines, il réussit avec le chef des travaux pratiques à mettre en place la surveillance d'un poste récepteur allemand. Les informations recueillies seront très importantes dans l'organisation des actions de libération du quartier.

Le 15 juin 1944, il s'engage auprès des FFI, créées le 1^{er} février où il est nommé adjudant. Jean Bachelet commande alors la milice patriotique de son quartier.

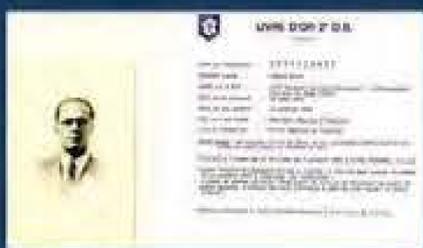
Le 25 août, il prend part à la libération de sa mairie, puis à l'attaque de l'École, avec des éléments de la 2^e DB. À 13 h, il est mortellement blessé devant le 79 Boulevard Saint-Michel, dans le 5^e arrondissement et s'éteint le lendemain.

Médaille de la Résistance à titre posthume

« Mort pour la France »



Plaque commémorative de Jean Bachelet, 33 ans, FFI, mort pour la France le 25 août 1944. Photographie: C. Bouchard



Livre d'Or de la 2^e DB

Mémorial aux morts de la Résistance de la 2^e DB, Lunéville

Fauché en pleine jeunesse

Reçu aux Mines de Paris en 1942, Edmond Baratchart n'intègre pas tout de suite l'École. Il accomplit d'abord dix mois de service civil aux Chantiers de la jeunesse, puis à partir de 1943, il est affecté aux mines de Graissessac (Hérault) comme mineur de fond au titre du STO.

Au mois de décembre 1943, il intègre l'École pour un bref séjour de sept mois durant lequel il laisse un souvenir de grand dévouement et d'enthousiasme qui le fait choisir unanimement délégué des élèves comme le rapporte leur journal *La Mine Noire*.

Au moment de la libération de Lunéville, sa ville d'origine, Edmond Baratchart quitte l'École des mines et s'engage dans la 2^e DB du Général Leclerc.

Il est incorporé dans les chars lourds de la 1^{ère} Compagnie.

Le 31 octobre lors des combats de Baccarat, son char *Koufra*, sur lequel il est voltigeur, est détruit après avoir atteint ses objectifs. Il décède peu après.

Médaille militaire et Croix de Guerre à titre posthume

« Mort pour la France »



Barricade dans le 5^e arrondissement, Paris, août 1944

© Musée de l'Ordre de la Libération

Jacques Bingen (1908-1944)

Très tôt engagé aux côtés du Général de Gaulle à la tête de la Marine marchande de la France Libre, puis comme délégué du Comité Français de Libération Nationale pour la zone sud, Jacques Bingen est une figure majeure de la Résistance. Il a largement participé au péril de sa vie, à l'unification des mouvements de Résistance et à mettre en place l'organisation des délégués militaires régionaux qui ont contribué à la victoire des Alliés.

Un jeune homme très brillant

Élève au lycée Janson-de-Sailly, Jacques Bingen intègre l'École des Mines de Paris en 1928. Il est également diplômé de l'École libre des sciences politiques. Ses excellentes dispositions le font accéder très tôt à des postes de responsabilité. À 21 ans, il préside la Section française de l'Exposition universelle de Barcelone. Beau-frère d'André Citroën, il en est également un très proche collaborateur et devient, dès 1935, directeur de la Société Anonyme de Gérance de l'Armement (SAGA) tout en occupant également les fonctions de Secrétaire du Comité Central des Armateurs.

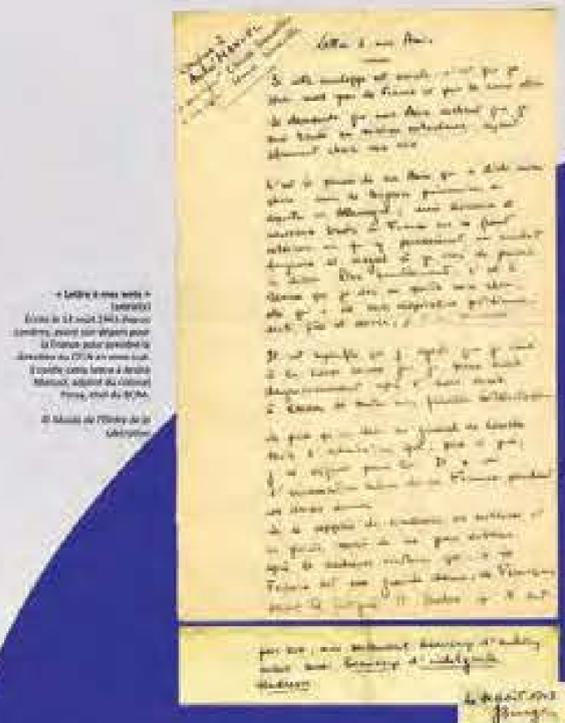


Un engagement immédiat à Londres

Lieutenant de réserve dans l'Artillerie, il est mobilisé en 1939 comme officier de liaison de la 51^e Division écossaise. Blessé en Normandie le 12 juin 1940, il gagne à la nage une embarcation qui le mène à Cherbourg. À l'annonce de l'armistice, il rejoint Liverpool via Gibraltar.

Dès le 23 juillet à Londres, il se présente au Général de Gaulle. Ce dernier le désigne, en raison de sa connaissance des affaires maritimes, à la tête des services de la Marine marchande de la France libre dès sa création, le 12 août 1940.

En août 1942, souhaitant selon ses mots « servir dangereusement », il devient l'adjoint du chef de la section non militaire (NM) du Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) en liaison permanente avec les réseaux résistants. Début 1943, le capitaine Bingen en prend la tête.



Une passion : unifier la Résistance

Le nombre croissant des mouvements résistants exige une organisation renforcée de la section NM du BCRA. En février 1943, Bingen rencontre à Londres Jean Moulin dont il partage la même vision. Il propose la création d'un « comité de direction » de la Résistance, qui deviendra par la suite le Conseil National de la Résistance (CNR) en mai 1943. Avec Georges Bidault successeur de Jean Moulin à la tête du CNR, Jacques Bingen, de sensibilité travailliste, est l'un des artisans de son programme sur lequel s'appuiera le Gouvernement provisoire à la Libération.

Après l'arrestation de Jean Moulin en juin 1943, il est nommé délégué du Comité Français de la Libération Nationale (CFLN) en zone sud, puis délégué général pour la Résistance jusqu'à l'arrivée d'Alexandre Parodi en mars 1944.

Son rôle est déterminant dans l'unification des forces militaires de la Résistance. Les FTP, d'orientation communiste, les giraudistes de l'ORA, les gaullistes de l'Armée Secrète, acceptent de fusionner le 1^{er} février 1944 pour former les FFI. Cette création importante renforce le Général de Gaulle comme seul chef de la Résistance unie.

De nouveau délégué du CFLN en zone sud, traqué par la Gestapo, il est arrêté le 12 mai 1944 à Clermont-Ferrand, dénoncé par un agent double français. Après une tentative d'évasion, Jacques Bingen choisit de se donner la mort en avalant sa capsule de cyanure. Son corps ne sera jamais retrouvé.

Plaque en bronze à l'École des Mines de Paris apposée dans l'escalier principal à l'honneur de Bingen.



Chevalier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
Croix de Guerre 1939-1945 - deux citations

Le lieutenant Jacques Bingen, le 12 mai 1944, au moment de l'annonce de la libération.

Le lieutenant Jacques Bingen, le 12 mai 1944, au moment de l'annonce de la libération.



Compagnons de la Libération

Le Général de Gaulle, chef des Français libres, crée l'Ordre de la Libération le 17 novembre 1940 à Brazzaville pour « récompenser les personnes ou collectivités militaires et civiles qui se seront signalées dans l'œuvre de la Libération de la France et de son Empire ».

Les Compagnons de la Libération, « petite cohorte » de 1038 hommes et femmes, 18 unités combattantes et 5 communes françaises, forment l'Ordre de la Libération.



Aimé LEPERCQ
(1889 – 1944)

Corps des mines
Promotion 1911

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

29 décembre 1944

Décoré de la Légion d'honneur lors de la 1^{ère} Guerre mondiale, Aimé Lepercq est de nouveau mobilisé en 1939 dans l'artillerie comme chef d'escadron. Prisonnier, il est libéré en octobre 1940 et prend alors la présidence du Comité d'organisation de l'industrie des combustibles minéraux solides. Ses critiques du STO le font révoquer par Vichy en 1943. Il se consacre alors pleinement à la Résistance au sein de l'Organisation Civile et Militaire. De septembre 1943 au 8 mars 1944, date de son arrestation par la Gestapo, il assume la fonction de Commandant des forces paramilitaires puis des FFI de Paris. Relâché le 17 août, il assure le commandement militaire de l'Hôtel de ville de Paris à la Libération.

Ses actions lui valent la confiance du Général de Gaulle qui le nomme ministre des Finances du Gouvernement provisoire. Il le reste jusqu'à sa mort accidentelle le 9 novembre 1944.



Claude BONNIER
(1897 – 1944)

Promotion 1920

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

28 mai 1945

Engagé volontaire en avril 1915, Claude Bonnier fait déjà preuve de force de caractère à 17 ans !. Pendant ses études, il est secrétaire des étudiants socialistes. Lieutenant à la fin du conflit et quatre fois cité, il reçoit la Légion d'honneur. Ingénieur des mines et docteur ès Sciences, il entame une carrière brillante à la Station Nationale des Recherches et Expériences techniques de Bellevue puis à la tête de la Société Nationale de Construction des Moteurs en 1937. Mobilisé en 1939-1940, il participe ensuite rapidement à la Résistance. À Alger, la création d'une usine lui permet de soustraire de la métropole de hauts techniciens. Engagé dans les Forces Aériennes Françaises Libres, il rejoint Londres en 1943 et est affecté au BCRA. Promu lieutenant-colonel et délégué régional pour la région de Bordeaux, il doit y organiser des forces paramilitaires et mettre en place le Plan vert de sabotage des lignes ferroviaires en vue du Débarquement. Dénoncé et arrêté par la Gestapo le 9 février 1944, il se suicide le soir même pour ne pas parler.



Jules de KOENIGSWARTER
(1904-1995)

Promotion 1924

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

7 août 1945

Jules de Koenigswarter, reçu aux Mines en 1924, effectue son service militaire dans l'artillerie, avant de devenir chef des études financières de la Banque de Paris. À l'Appel du 18 juin, il rejoint Londres et s'engage dès le 25 dans les FFL. Promu capitaine, il est envoyé au Congo en octobre 1940 puis est affecté en 1943 à la 1^{ère} Division Française Libre (DFL) du Général de Larminat. Il est ensuite détaché au 1er Bataillon de Fusiliers marins avec lequel il participe au Débarquement en Italie en avril 1944 puis aux combats du Garigliano aux côtés des forces américaines. Après le Débarquement en Provence en août 1944, il poursuit l'avancée victorieuse de son unité jusqu'à Strasbourg puis dans les Alpes. Ses qualités de commandement sont remarquées tout au long de son engagement.

Promu colonel de réserve, il mène ensuite une très brillante carrière de diplomate, notamment ambassadeur plénipotentiaire en Indonésie puis au Pérou jusqu'en 1966.



Louis ARMAND
(1905-1971)

Promotion 1926

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

18 novembre 1944

Polytechnicien, Louis Armand sort major de sa promotion de l'École des mines avant d'entamer une carrière d'ingénieur à Clermont-Ferrand. Il devient l'un des cadres importants de la SNCF en 1938 mais, chef de la division de la traction pour la région sud-ouest, il refuse en 1942 le poste de secrétaire général de l'industrie que lui propose Pierre Laval. L'année suivante, il fonde le réseau Résistance-Fer qui fournit des renseignements importants aux Alliés sur les déplacements de l'ennemi, et participe à l'élaboration du Plan Vert prévoyant des sabotages pour le Jour J. En juin 1944, il est arrêté par la Gestapo mais échappe à la déportation.

En 1945, il est nommé Directeur général adjoint de la SNCF et en devient Président dix ans plus tard. À cette date il préside aussi la commission préparant le traité de l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique).

Il est élu à l'Académie française en 1963.



Émile LAFFON
(1907-1957)

Promotion 1927

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

26 septembre 1945

Après l'École des mines, Émile Laffon poursuit ses études en Droit et devient avocat à la Cour d'appel de Paris. Lieutenant de réserve en 1939, il est démobilisé en juillet 1940 mais refuse d'exercer sa profession dans Paris occupé et part à Nice. Fournissant des renseignements au BCRA à partir de 1942, il rejoint Londres en mars 1943. Il y devient capitaine des Forces Aériennes Françaises Libres avant d'exercer au Commissariat à l'intérieur à Alger. Après l'arrestation de Jean Moulin, il est envoyé par deux fois en France pour préparer la nomination de commissaires de la République et de préfets afin de rétablir la légalité républicaine. Il y reste jusqu'à la Libération.

Le 25 août 1944, Émile Laffon est nommé Secrétaire général du ministère de l'Intérieur puis en 1945, il devient Gouverneur civil de la zone française de Baden-Baden en Allemagne. En 1947, il est le premier président des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, avant de présider plusieurs sociétés de minerais.



Jacques BINGEN
(1908-1944)

Promotion 1928

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

31 mars 1944

Diplômé des Sciences politiques et ingénieur des Mines, Jacques Bingen est secrétaire du Comité central des armateurs avant guerre. À partir d'août 1940, il dirige les services de la Marine marchande de la France libre à Londres où il a rejoint parmi les premiers de Gaulle. En 1942 il passe au BCRA et devient délégué du Comité Français de la Libération Nationale en zone sud dès 1943.

Délégué général pour la Résistance de décembre 1943 à mars 1944, il contribue à la fusion de nombreux groupes qui formeront bientôt les FFI. Arrêté par les Allemands, il se suicide le 12 mars 1944.



Jean GUYOT
(1918-2000)

Promotion 1939

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

19 octobre 1945

Mobilisé en 1940 dans l'artillerie, Jean Guyot encore élève de l'école, entre au BCRA en janvier 1942. Ami de Pierre Brossolette, il travaille étroitement avec lui. Sous le pseudonyme de Curie, il forme en juin 1942 le réseau de renseignements « Marathon ». En mars 1943, adjoint de la centrale de renseignements « Périclès », il organise un très important réseau en zone nord. Après son démantèlement par les Allemands, Jean Guyot alors à Londres, revient en France pour remonter la centrale, essentielle aux Alliés pour connaître les mouvements de l'armée ennemie. Ingénieur des Mines, il entre après la guerre à la société de recherche pétrolière Entrepasse dont il reste le PDG de 1962 à 1983.



Robert SAUNAL
(1920-2008)

Promotion 1946

COMPAGNON DE
LA LIBÉRATION

17 octobre 1945

Bien qu'admissible à l'ENS, Polytechnique et aux Ponts et Chaussées, R. Saunal préfère rejoindre Londres le 1^{er} juillet 1940 avec des camarades de son lycée de Clermont-Ferrand. Il s'engage dans les Forces Françaises Libres (FFL) et participe à la campagne de Libye, face aux troupes de Rommel en 1942. Blessé et prisonnier, il s'évade et rejoint en décembre 1943 la 1^{ère} Division Française Libre (DFL) à Tunis avec laquelle il combat brillamment en Italie puis participe au débarquement de Provence. Reçu à Polytechnique en 1945 et dans le Corps des Mines en 1946, il occupe par la suite différents postes au Bureau minier d'Outre-mer. Il termine sa carrière en tant que PDG de la Société Industrielle et commerciale de Transports et de Manutention (SITRAM) de 1969 à 1986.



Exposition réalisée par

Amélie Dessens, Conservatrice, bibliothèque MINES ParisTech

Ludovic Bouvier, Archiviste, MINES ParisTech

Edith Rozier-Robin, Présidente du Comité du 6^e du Souvenir français

Raymond Riquier, Vice-président du Comité du 6^e du Souvenir français

A l'exception des documents appartenant aux fonds d'archives privées, aux archives MINES ParisTech Alumni ou à l'ECPAD mentionnés dans les légendes, l'ensemble des panneaux de cette exposition est placé sous Licence Creative Commons

BY - NC - SA



Attribution / Utilisation Non Commerciale / Partage dans les mêmes conditions

<http://creativecommons.fr/>